

LETTRÉ DE LIMA PAR MIRKO LAUER



Huit heures du matin. Derrière une file de vingt-cinq voitures qui font la queue à la station service,

ma femme et moi attendons notre tour dans notre vieille Volkswagen. Nous n'aurons droit qu'à cinq gallons d'essence. Avant-hier, les ouvriers de *Petroperu*, la compagnie nationale qui a le monopole du pétrole dans le pays, se sont mis en grève pour obtenir des augmentations de salaire. L'essence fait donc tout juste sa réapparition sur le marché, mais une nouvelle grève est annoncée pour la semaine prochaine.

Autour de nous, les premiers changeurs font leur apparition sur les trottoirs, calculette en main, à l'affût des clients matinaux. Aujourd'hui, le cours est à 430 000 intis pour un dollar américain. Quand nous arrivons aux pompes, presque une heure plus tard, nous changeons 10 dollars américains, de quoi acheter sept gallons d'essence. Ce matin, il n'y avait pas de courant à la maison et comme dans notre immeuble, on se sert d'une pompe électrique, nous n'aurons pas d'eau non plus jusqu'à six heures. Dans certains quartiers, il arrive qu'il n'y ait ni eau ni électricité pendant des semaines et dans nombre de bidonvilles, les gens se raccordent illégalement au réseau municipal et achètent leur eau en bonbonnes.

Après dix ans de pannes générales dans les plus grandes villes, c'est tout juste si la destruction de pylones de haute tension par le *Sendero luminoso*, autrement dit le Sentier lumineux (depuis son apparition en mai 1980, ce mouvement maoïste de guérilla a à son actif 19 500 morts et 17 milliards de dollars de dégâts matériels), fait l'objet d'un entrefilet en pages intérieures des journaux locaux.

Avec le plan de redressement du gouvernement du président Fujimori (élu le 28 juillet de cette année), qui réduit les revenus de 75 p. 100, les Péruviens redoutent plus les augmentations des tarifs de l'électricité que les coupures de courant ou les manoeuvres du Sentier lumineux dans les provinces. En effet, ces tarifs ont augmenté de 500 p. 100 pour les foyers dont la consommation hebdomadaire est supérieure à 30 KW. Quant aux tarifs de l'eau, ils ont facilement été augmentés de 800 p. 100. L'ancien président Fernando Be-

launde, qui vit aujourd'hui dans un petit appartement, est passé à la télévision en septembre pour se plaindre de ce que sa facture d'électricité du mois d'août frôlait les 50 millions d'inti (environ 135 dollars américains au cours du moment).

Le jour-même où les ouvriers de *Petroperu* se mettaient en grève, le ministre de l'Énergie et des Mines, membre de la coalition de gauche des socialistes, a annoncé que pour donner satisfaction aux revendications salariales des ouvriers d'*Electrolima*, il faudrait encore relever de 400 p. 100 les factures d'électricité. La plupart des syndicats les plus importants sont en train de négocier des augmentations de salaire et les services publics voient dans le relèvement des tarifs le seul moyen d'échapper à la faillite. Donc, la

... Fujimori a réussi à prévenir la montée d'une réelle opposition par une sorte de judo politique qui consiste à opposer tous les secteurs les uns aux autres.

perspective d'une vague de grèves et de pénuries est le signe le plus clair qu'après avoir navigué cent jours durant dans ce que la plupart des Péruviens appellent la bonne direction, à savoir celle du redressement économique préconisé dans les directives du FMI et de la Banque mondiale, le gouvernement rassemble ses forces pour une nouvelle bataille contre l'inflation.

Après une inflation mensuelle de 50 p. 100 pendant le dernier semestre de la présidence Garcia (Alan Garcia a été président de 1985 à juillet 1990) et à côté d'une flambée des prix de 397 p. 100 provoquée par les mesures anti-inflationnistes de Fujimori, il se peut que la population trouve l'augmentation de 15 p. 100 des prix pour ce mois d'octobre modérée. Mais ce chiffre est pratiquement le double de ce qu'il était en septembre et, pour les pauvres du Pérou, il s'est traduit par des denrées alimentaires quatre fois plus chères à acheter.

L'humeur est donc de nouveau à l'agitation maintenant que la popula-

tion, remise du choc du mois d'août, se rend compte que les problèmes fondamentaux n'ont pas changé. «Avoir enduré tout cela pour rien», entend-on souvent dire. Le gouvernement Fujimori reconnaît que, depuis son arrivée au pouvoir, sur un total de 23 millions d'habitants, le nombre des Péruviens vivant dans des conditions d'extrême pauvreté est passé de 7 à 12 millions.

La première réaction du gouvernement face à la reprise de l'inflation a été de condamner les monopoles privés du secteur alimentaire et d'annoncer la libéralisation des importations. Une des graves faiblesses du plan de redressement de Fujimori, c'est que les exportations de pâte de cocaïne injectent un milliard de dollars environ, en espèces, dans l'économie péruvienne et qu'elles maintiennent le cours de l'inti plus haut que les besoins déclarés des exportateurs péruviens. Jusqu'à présent, la banque centrale est parvenue à gonfler le taux de change du dollar

de 300 000 intis à 430 000 intis en rachetant près de 10 millions de dollars américains par jour aux banques privées qui, elles, se fournissent dans la rue. Maintenant, la banque centrale va essayer de faire monter le taux de change en vendant une part de ses réserves en dollars aux importateurs.

Les producteurs locaux ne se sont pas encore insurgés contre ce nouveau procédé. En partie, parce qu'ils craignent, en critiquant le programme de Fujimori, de provoquer le retour à des politiques et à des contrôles populistes en matière d'économie, et aussi parce que c'est sans scrupule qu'ils se mettraient à importer ce qu'ils produisaient jusqu'ici. La population croit qu'une politique plus libérale des importations leur apportera des produits meilleur marché. L'exemple souvent cité est celui des pneus. Les deux producteurs locaux, filiales de sociétés multinationales, les vendaient 70 dollars pièce avant que les importations les forcent à diminuer leurs prix de moitié.

Selon une autre croyance largement répandue, et pourtant sans fon-

dement, en rentrant dans le giron de la communauté financière internationale, Lima pourra se procurer des fonds pour atténuer la situation de crise. Le Pérou a commencé à verser des acomptes sur le remboursement de sa dette extérieure (le dernier président, Alan Garcia, s'y refusait, ce qui avait sonné la disgrâce du pays auprès du FMI et de la Banque mondiale), mais les responsables gouvernementaux admettent en privé qu'ils ne s'attendent pas à bénéficier de prêts étrangers importants avant la deuxième moitié de 1991.

Pour le moment, Fujimori a réussi à prévenir la montée d'une réelle opposition par une sorte de judo politique qui consiste à opposer tous les secteurs les uns aux autres. Grâce à l'absence de manifestations de rue importantes, Fujimori a pu amplement développer son propre style présidentiel, à tel point qu'il s'est forgé la réputation d'un homme pragmatique capable de susciter des alliances improbables. Un des effets de la chance du président, c'est qu'à l'heure actuelle, toutes les forces politiques et institutionnelles semblent impatientes de collaborer à la lutte anti-inflationniste qu'il est en train de mener.

Son premier ministre est de droite et plusieurs membres du Cabinet sont de gauche. La plupart de ses propositions sont adoptées par le Congrès grâce à l'alliance de son mouvement, *Cambio 90* (Changement 1990), avec l'APRA du centre-droit (l'Alliance populaire révolutionnaire américaine qui, avec Alan Garcia, a tenu les rênes du pouvoir pour la première fois en cinquante ans d'existence) et avec une partie de la gauche. De plus, depuis son élection, il a noué des liens étroits avec l'armée.

La semaine dernière, le ministre de l'Agriculture, socialiste lui aussi, a démissionné après s'être entendu dire par le premier ministre que les fonds destinés à financer l'agriculture locale iraient à l'importation de denrées alimentaires. Mais, alors même qu'il prenait congé, il a exhorté son parti et le reste de la population à continuer de soutenir le gouvernement. □

Mirko Lauer est éditorialiste en chef du quotidien *Pagina Libre* (Page libre) et rédacteur politique du mensuel *Andean Report*, paraissant tous deux à Lima.